



Communiqué du 7 mars 2024

Dans le 93, la mobilisation est historique et s'amplifie : demain et les jours suivants, ne lâchons rien !

À l'appel de l'intersyndicale FSU – CGT – Sud – CNT ... de la Seine-Saint-Denis, la grève a été majoritaire dans les écoles et les établissements du département (45 % dans le 1er degré, 60 % dans le 2nd degré). Les piquets de grève, les initiatives des élèves et des parents d'élèves, les AG de villes et les réunions publiques se sont multipliées et massifiées. À titre d'exemples, il y a eu 90 % de grévistes dans des écoles (Dugny, Le Bourget) et des établissements n'ont accueilli aucun·e élève aujourd'hui (grève à 100 %, « collège désert » organisé par les parents d'élèves mobilisé·es).

Hier, mercredi 6 mars, les mots de Nicole Belloubet à l'Assemblée nationale en témoignent : face à la puissance de la mobilisation en Seine-Saint-Denis, le ministère est fébrile.

Aujourd'hui, jeudi 7 mars, 4 500 manifestant·es du 93 ont défilé en direction de la rue de Grenelle. Bien qu'il s'agisse d'une manifestation d'une ampleur historique, le ministère continue de refuser de recevoir l'intersyndicale 93 !

Ce soir, 450 personnes étaient réunies en assemblée générale à la Bourse du travail de Paris pour un plan d'urgence pour l'éducation dans le département et contre la réforme du « choc des savoirs ». C'est un signal fort que le mouvement s'ancre dans la durée et prend de l'ampleur : ainsi, élèves, parents et personnels manifestent ensemble leur détermination pour défendre l'école publique.

À l'issue de l'assemblée générale, l'intersyndicale appelle :

- à rejoindre avec toutes nos forces demain vendredi 8 mars la grève et la manifestation féministes (AG en mixité choisie à Saint-Denis, 10h et manifestation place Gambetta, 14h) ;
- à poursuivre et amplifier la grève reconductible partout où c'est possible et à construire la suite de la mobilisation (tournées d'écoles et d'établissements, assemblées générales, réunions publiques, nuits des écoles et des établissements, actions de visibilité et toutes initiatives locales décidées dans les AG d'établissements et de villes). L'intersyndicale 93 a été mandatée pour créer une caisse de grève pour soutenir les personnels mobilisé·es, dont les plus précaires ;
- à participer aux manifestations locales, à l'initiative des assemblées réunissant parents et personnels, qui auront lieu dans tout le département, les samedis 9 et 16 mars ;
- à une journée massive de grève et de manifestations en direction de la DSDEN, de la Préfecture et du Département à Bobigny, jeudi 14 mars ;
- à relayer partout et à soutenir l'initiative de la FCPE 93 d'une journée d'écoles, collèges et lycées déserts, vendredi 15 mars ;
- à s'engager massivement dans la grève du 19 mars pour le service public en Seine-Saint-Denis et à poursuivre la grève les 20, 21 et 22 mars pour gagner le plan d'urgence 93.

L'assemblée générale départementale est solidaire de toutes les mobilisations qui se construisent sur l'ensemble du territoire dont des camarades du 75, du 78, du 94 et du 95 sont venu·es témoigner ce soir à la Bourse du travail de Paris.

Le plan d'urgence 93 fait partie des réponses pour lutter contre l'offensive réactionnaire de tri social néolibéral du gouvernement qui se manifeste à l'école à travers le « choc des savoirs » et, dans l'ensemble de la société, à travers la loi « asile et immigration » qui vise à stigmatiser et exclure une grande partie de la population, notamment en Seine-Saint-Denis.